

« C'est De Wever qui s'use, pas nous ! »

- ▶ Olivier Chastel, président du MR, en a assez qu'on l'interpelle constamment sur la N-VA et son président.
- ▶ Mais il n'en livre pas moins sa pensée : Bart De Wever parle à son électorat ; ses déclarations n'ont pas d'impact sur le travail du gouvernement ; les ministres N-VA sont « exemplaires ».
- ▶ Conclusion : « C'est lui qui s'use, pas nous ! »



ENTRETIEN

Président du MR depuis décembre 2014, Olivier Chastel soutient la suédoise comme au premier jour, juge que les « sorties » répétées de Bart De Wever, un peu sur tous les registres, n'abiment pas la majorité, mais ne lui adresse pas moins ce message...

Dans la majorité, le rapport de forces défavorable au MR pèse-t-il à la longue ? Non. C'est ce que vous me disiez déjà il y a quinze mois !

Mais Bart De Wever continue à accumuler les déclarations en décalage avec celles du gouvernement...

Moi, ce qui m'importe, c'est que les ministres N-VA appliquent l'accord de gouvernement, ce qu'ils font à merveille. Ce sont des partenaires exemplaires. Et quand je rencontre Goedolyn Rutten et Wouter Beke, mes homologues néerlandophones, qui se plaignent de l'attitude de De Wever, je leur dis : si vous pensez que vous devez réagir, présentez un argument, faites-le, il faut mettre De Wever devant ses responsabilités. De Wever a beau aboyer, ses ministres ne font que respecter l'accord. Vous savez, le président de la N-VA joue le jeu de la responsabilité politique avec ses ministres, ce qui doit contenir 20 ou 25 % de ses 35 % d'électeurs en Flandre, sachant que les autres, ceux qui étaient originellement son fonds de commerce, probablement nationalistes, désireux d'une évolution institutionnelle, il est bien obligé de les flatter d'une façon ou d'une autre à différentes occasions.

Cela étant, votre ligne, depuis le début, consistant à faire la différence entre ce que la N-VA dit et fait à l'extérieur et au sein du gouvernement, cette ligne ne s'use-t-elle pas ? C'est lui qui s'use, pas nous. Pour moi, pas de problème, De

Wever fait ce qu'il veut jusqu'au terme de la législature, mais à la longue, ça va devenir compliqué pour lui de sortir de grandes théories sur l'Europe, la Convention de Genève, Schengen, les frontières extérieures, la Grèce, tout ce qu'il fallait concéder à la Grande-Bretagne sur le Brexit, et voir que rien de tout ça ne s'est passé et rien de tout ça ne se passera.

Mais on a parfois le sentiment que le MR ne réplique pas beaucoup, contrairement au CD&V ou au VLD...

Quand c'était suffisamment dérangeant, on l'a fait. Sur la Convention de Genève, par exemple. Mais bon, je ne suis pas réagré à chaque fois que De Wever dit quelque chose à destination de ses nationalistes d'électeurs. J'ai autre chose à faire. D'autant que, par lab-surera, même ses ministres n'en tiennent pas compte.

Quand la N-VA se dote d'un groupe de travail présidé par Hendrik Vuye, sur la prochaine étape institutionnelle, le confédéralisme, voire la fin de la Belgique, cela ne vous embarrasse pas non plus ? C'est encore moins gênant que le reste. D'autant que M. De Wever nous disait depuis longtemps qu'il fallait trouver une « exit » pour le chef de groupe (Vuye, NDLR) dont il ne pouvait plus assurer le service, alors il fallait inventer un bidule pour lui... Non, c'est normal de la part d'un parti comme la N-VA de réfléchir à la Belgique. Ils peuvent établir toutes les considérations qu'ils veulent pour l'après-2019, si cela ne nous convient pas, ce sera sans eux ou sans nous. C'est tout, je ne peux rien dire de plus. Si, demain, la N-VA a l'envie d'une septième réforme de l'Etat, elle ramènera les socialistes francophones au pouvoir, ce qui contentera peut-être 10 % de son électorat, mais les autres... Il y a une convergence d'intérêts entre

N-VA et PS, en toute hypothèse, on aura besoin des deux tiers pour une réforme de l'Etat...

Elio Di Rupo dit qu'il ne veut pas entendre parler d'une septième réforme de l'Etat. Raison de plus, qui me fait penser qu'il est inutile de porter du crédit aux propos de la N-VA...

Vous êtes dur pour le président du principal parti de la majorité... On sent un agacement. Non, non ! De la spontanéité. On peut passer sa vie à se tracasser sur trente-six déclarations, ou alors vivre sereinement. Moi, je le vis sereinement. Les ministres MR aussi. Plus que moi, ils me disent qu'ils travaillent bien avec les ministres N-VA. Mieux : ils me disent que quand il s'agit de trancher des sujets qui ne sont pas de l'accord de gouvernement, la N-VA facilite souvent la recherche d'un accord.

« Je ne vais pas réagir à chaque fois que De Wever dit quelque chose à destination de ses nationalistes d'électeurs. D'autant que, par l'absurde, même ses ministres n'en tiennent pas compte »

Prenez Linkenbeek, Damien Thiéry reculé à nouveau comme bourgmestre par la ministre flamande Homans (N-VA) : quelle est votre position ?

Nous soutenons Damien Thiéry contre vents et marées, et nous avons plutôt bon espoir quant au recours déposé au Conseil d'Etat. Nos juristes estiment qu'on est dans une nouvelle configuration : difficile de considérer qu'il a commis une faute dans le processus électoral de novembre, il a respecté les règles à la lettre, il a envoyé les convocations en flamand... Donc, soutien total, mais je ne vois pas ce qu'on peut faire d'autre, il s'agit d'un problème entre une commune flamande et un gouvernement flamand. On n'avait pas réglé le problème avec un ministre flamand de l'Intérieur VLD, alors maintenant !

Vous n'attendez pas un « geste » de la part de votre gouvernement ? Il s'agit d'un dossier tellement symbolique en Flandre... Je n'imagine aucun ministre, de quelque parti que ce soit, pouvoir aller dire devant le parlement flamand qu'il nommera Damien Thiéry sans le contrat du Conseil d'Etat. Je le déplore. C'est excessif ! La légitimité démocratique de Damien Thiéry est flagrant.

Vous ne craignez pas que tout cela ne brouille malgré tout l'image du MR, parmi les francophones ? C'est pas le cas, je peux vous l'assurer, les gens ne me disent pas cela. De quoi me parlez-vous à propos de la N-VA ? Des ministres, qui sont loyaux, qui font leur job. Je n'entends que des éloges sur Jan Jambon ou Theo Francken. Voilà ce que nous disent les gens. Vous vous trompez. Il ne faut pas prendre les gens pour ce qu'ils ne sont pas.

Propos recueillis par DAVID COPPI MARTINE DUBUISSON



Olivier Chastel n'a plus guère envie de s'exprimer sur la N-VA et les sorties répétées de son président. Par contre, il défend chaleureusement son « compte-carrière ».

Et recadre : l'ajustement budgétaire n'est pas le moment des grandes réformes (comme celle de l'impôt des sociétés).

© DOMINIQUE DUCHESNES

compte-carrière Travailler plus à certaines périodes et moins à d'autres

Comme Peeters, vous proposez une réforme de la gestion de la carrière. C'est le « compte-carrière ». Kris Peeters a mis sur la table, pour partie, cette idée, à part la portabilité, il compte en effet en jours de travail, nous en saurons pour garantir dans le temps la portabilité du système. Mais sion, la conception est à peu près la même : à certains moments de sa vie, on peut travailler plus intensément ; à d'autres, on peut réduire son activité professionnelle pour s'occuper de ses enfants par exemple ; et comme on a emmagasiné sur un compte-carrière des moyens financiers, ils servent à financer la période où l'on travaille moins. C'est une logique de bien-être au travail, qui retire aussi dans la conception d'une plus grande flexibilité au travail. Mais ce n'est pas simple à mettre en œuvre.

Concrètement ? On accumule du salaire sur un compte où est versé le salaire des heures supplémentaires, et on l'utilise lorsqu'on décide de lever le pied. Le travailleur met donc de l'argent de côté, pas des heures de travail.

Évoquons les réfrégés. Bart De Wever veut laisser la Grèce se débrouiller seule, Charles Michel prône « ever closer union ». Pas vraiment la même chose... Je n'imagine pas un instant qu'un sommet européen de lundi, Charles Michel défende la moindre première virgule de la théorie de Bart De We-

ver. Ce sera l'approfondissement de Schengen, le contrôle aux frontières extérieures. La décision de la Commission d'allouer 700 millions pour l'achat de ce que De Wever raconte. C'est la démonstration que l'on peut dire des choses face à son électorat et voir le gouvernement mettre en œuvre une tout autre théorie. Et que ce gouvernement croise sur une logique d'accord de gouvernement. Pour le reste, il faut quatre partis pour un accord.

Il y a eu le sommet franco-belge sur la sécurité... puis la Belgique a renforcé le contrôle à la frontière française. « Étrange », a jugé Bernard Caseneuve.

Je n'ai pas trouvé anormal que le gouvernement décide de renforcer le contrôle à la frontière entre la France et la Belgique à la Côte. Moi, j'assume. Les Français ont laissé dégrader une situation à Calais, avec des migrants qui ne veulent en

« Une erreur de communication, oui. Mais Galant ne méritait pas ce qu'elle a subi. Elle a tout mon soutien »

La fronde venait aussi de bourgmestres MR... Oui, mais ceux qui s'intéressaient au sujet ont été déçus qu'on abandonnait la mise à quatre voix. Ce qui n'est pas le cas. On ne peut tout de même pas reprocher à Jacqueline Galant, à l'inverse de ce que l'on pourrait reprocher à ses prédécesseurs, d'avoir vidé le fonds RER. Elle a hérité du fonds RER dans l'état où il est. Aujourd'hui, elle doit trouver des moyens pour financer cette mise à quatre voix, qui aura lieu comme elle était prévue.

Propos recueillis par D.G. et M.D.



ANALYSE

Mises au point

Trois mises au point d'un coup ! Olivier Chastel, aux commandes du MR depuis décembre 2014 mais « pas du genre à apparaître constamment dans les médias », se replace utilement et comme jamais, face à Bart De Wever, aux côtés de Jacqueline Galant, et au milieu des présidents de partis francophones... Reprenons. Bart De Wever et ses déclarations tonitruantes, un peu sur tout ? Olivier Chastel assure que, non, il n'est pas du tout énermé ; non, il n'est pas du tout agacé, mais qu'il parle avec « spontanéité ». Sévèrement aussi : le président de la N-VA fait beaucoup de bruit pour capter l'attention de son électorat extrême, cela a pas d'impact sur le travail du gouvernement, encore moins sur le MR. Circulez... Lisez : cause toujours ! Ce qui ne ravira pas le président de la N-VA (ce n'est pas le but) et préservera (c'est le but) la suédoise de Charles Michel, où, assure le libéral-réformateur, tous travaillent efficacement. Outre un message à son électorat bien à lui : non, nous ne sommes pas l'otage de la N-VA.

Jacqueline Galant ? Elle conserve tout le soutien du président, elle qui consacre sa vie à la politique... Elle n'a commis qu'une erreur de com, juge-t-il. Et concernant le survol de Bruxelles,

« probablement le dossier le plus compliqué du gouvernement », « elle fait tout ce qu'elle peut pour trouver des solutions et garantir les intérêts des uns et des autres ». Circulez... Iscolle et Défi ne passent rien à la suédoise, rallient Charles Michel, démontent tant qu'ils peuvent l'alliance MR-N-VA ? Le libéral ne s'émeut pas : « Le MR isolé ? Facilement, cela peut apparaître comme ça, par le truchement des majorités, et les positionnements contradictoires dans les médias. Mais en réalité, j'entretiens avec mes collègues des relations normales de présidents, on a des réunions, on se voit, sur des thématiques diverses, des dossiers à régler, on a des contacts, pas dans l'optique d'un front uni francophone, mais on discute de tas de sujets ». Et ne lui parlez pas de la carte blanche vitrioleuse de la présidente de l'Association syndicale des magistrats, Manuela Cadeddi (« Le néolibéralisme est un fascisme », dans Le Soir de mercredi) : « L'excès nuit en tout. Je ne me sens pas concerné. Et je comprends que le PS doive forcer le trait sur le libéralisme quand je vois dans quel état il se trouve, il est aux abois » Circulez ?

D.G. ET M.D.

MATTHEW HITT

HOGAN

SHOP AT HOGAN.COM

GROUP ROSSEL ADVERTISING

SA ROSSEL ET C^{SA}

1000 Bruxelles

Patrick Murbain

Administration générale

Rue Royale, 302 - 1000 Bruxelles

Tel. 02 225 51 00

ROSELLE OPEN MEDIA ADVERTISING

Publicité

Annexes

Tel. 02 225 51 00

Fax 02 225 51 00

Philippe Lefebvre

Francis Mathias

Nikolaus Vandenbroeck

LE SOIR

Directeur général

Directeur de la rédaction

Journaliste

Christophe Bort

Rédacteur en chef adjoint

Philippe Lefebvre

Francis Mathias

Nikolaus Vandenbroeck

Rédaction centrale

Tel. 02 225 51 00

Fax 02 225 51 00

Courrier des lecteurs

Tel. 02 225 51 00

Fax 02 225 51 00

Isabelle Ginteret

Tel. 02 225 51 00

Fax 02 225 51 00

ROSELLE SOLUTIONS

Service clientèle

De lundi au vendredi de 9 h à 18 h

et le samedi de 9 h à 12 h

Tel. 029 62 00 00

Fax 02 225 51 01

e-mail : abonement@roselle.be

Site : www.dubbob.be

Propos recueillis par D.G. et M.D.